

# LE SOCIALISME

## Causerie et infos en bref.

(Apprendre pour comprendre, comprendre pour agir. V. I. Lénine)

### Le 27 août 2025

Apparemment, dans le camp de la réaction, il y en a qui souhaitent précipiter le départ de Macron, et lui pour rester au pouvoir n'a rien trouvé de mieux que les provoquer, donc à un moment donné le clash se produit où la situation se décante...

J'ai du mal à suivre, peu importe, je ne pense pas que c'est en se situant sur le terrain de nos ennemis qu'on s'en sortira, c'est au contraire le meilleur moyen pour être inaudible, se retrouver sous influence et prendre le risque de perdre notre indépendance, je parle pour moi et les masses.

Dans les discours qu'on entend, on se demande où est passé le socialisme, où sont passées les aspirations profondes des masses à la fin de l'exploitation et de l'oppression, à la démocratie et à la liberté ? Où sont passés les enseignements de la lutte de classe du passé que les marxistes nous ont légués ? Comment se traduisent-ils ? Pourquoi nous n'avons toujours pas analysé et tiré le bilan des théories foireuses qui ont précipité la déchéance et la dislocation du mouvement ouvrier ?

Son indépendance se manifeste nulle part par crainte d'une réaction médiatique féroce, un déchaînement des réseaux dits sociaux, de la réaction de l'extrême droite à la pseudo-gauche incluse.

Dernièrement dans un blog, j'ai été traité de sioniste et de nazi, rien que cela, plus rien ne m'étonne en la matière. Voilà ce que cela vaut d'être indépendant, et pas un lecteur (pourtant anonyme) ne prit ma défense. Cela donne une idée du degré de déliquescence de la conscience politique des masses à cette époque, ce qui n'est pas spécialement encourageant, mais vaut mieux savoir d'où on part pour s'élever plus haut, cela pour éviter bien des désillusions ou de se casser la gueule !

Dites-vous bien une chose, chaque fois que vous ne comprenez pas quelque chose, ce n'est pas parce que vous seriez idiot ou mal informé, mais tout simplement, parce que vous passez à côté de l'essentiel, de choses très simples que vous avez sous les yeux et que vous négligez ou ignorez. Quand cela m'arrive, je me demande à côté de quoi je suis passé, et je reprends tout depuis zéro, et généralement l'élément manquant fait surface et tout devient clair soudainement.

Parfois on évoque les instants de lucidité ou de perspicacité qui peuvent nous échoir, et quand après coup on les examine, on s'aperçoit qu'ils ne renfermaient rien d'extraordinaire, sinon des faits dont on avait fait abstraction ou qu'on avait traité à la légère. Ce n'est pas la situation qui a changé ou qui se présente sous un autre jour, mais notre interprétation qui a évolué, souvent on confond les deux parce qu'on ne veut pas admettre qu'on s'était fourvoyé, je vous assure que cela arrive à tout le monde, même à des gens bien, tenez, moi par exemple, personne n'est parfait, à ce que je sache !

Si on faisait preuve d'un peu plus de modestie, qu'on cessait de se prendre pour le centre de l'univers, peut-être qu'on pourrait enfin progresser vers nos objectifs politiques.

## Qui a dit ?

- « *Aujourd'hui, ce n'est plus possible de tergiverser : l'antisionisme, c'est l'antisémitisme, point* ».

Réponse : L'ambassadeur des Etats-Unis à Paris, Charles Kushner, le père de Jared Kushner, gendre de Donald Trump, dans une lettre datée de lundi, que l'AFP s'est procurée ce dimanche. AFP 25 août 2025

J-C – Criminaliser l'antisionisme ou l'assimiler à l'antisémitisme, revient à faire la promotion du nazisme dans la mesure où le sionisme repose dès son origine sur une théorie de nature raciale. Inutile de rappeler que les Etats-Unis ou l'oligarchie financière anglo-saxonne cautionne le génocide palestinien, ils en sont les commanditaires et profiteurs.

## Epilogue. Un bras d'honneur !

**L'ambassadeur des États-Unis en France a séché sa convocation au Quai d'Orsay - Le HuffPost 26 août 2025**

Dans les faits, et « *en l'absence de l'ambassadeur* » Charles Kushner, c'est le chargé d'affaires de l'ambassade américaine qui a été reçu à sa place, indique à l'AFP une source diplomatique.

Ce dernier s'est vu signifier que les critiques du diplomate américain « *constituaient une ingérence dans les affaires intérieures (de la France) et dressaient un constat qui ne correspondait pas à la réalité* », poursuit cette même source, qui affirme que le chargé d'affaires américain a été reçu par deux directrices du Quai d'Orsay.

Dans une lettre adressée au chef de l'État, Charles Kushner, père du gendre de Donald Trump, Jared Kushner, en fonction depuis quelques semaines en France, avait exprimé « *sa profonde inquiétude face à la flambée de l'antisémitisme en France et à l'absence d'action suffisante de (son) gouvernement pour le combattre* », rejoignant les récentes critiques du Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu.

Le département d'État américain a dit « *soutenir les propos* » de son ambassadeur. « *L'ambassadeur Kushner est le représentant du gouvernement des États-Unis en France et effectue un travail remarquable en faisant progresser nos intérêts nationaux dans ce rôle* », a affirmé son porte-parole adjoint, Tommy Pigott, dans un communiqué transmis à l'AFP.

---

## Il a déjà exhaussé ce souhait.

**Etats-Unis : Donald Trump affirme que les Américains « aimeraient avoir un dictateur » mais lui n'en est pas un. - 20minutes.fr/AFP 26 août 2025**

Dictature, drapeau, sécurité, charge contre les gouverneurs démocrates... Donald Trump a fait un véritable show à la Maison-Blanche.

A Washington, Donald Trump a déclaré lundi que « *beaucoup d'Américains aimeraient avoir un dictateur* », lors d'une conférence de presse improvisée et prolongée dans le Bureau ovale. « *Je n'aime pas les dictateurs. Je ne suis pas un dictateur. Je suis un homme doué de beaucoup de bon sens et intelligent* », a-t-il ajouté.

Le président a défendu sa décision d'envoyer la Garde nationale dans les rues de Washington pour des opérations de maintien de l'ordre. « *Vous envoyez l'armée et, au lieu de vous féliciter, ils vous accusent de prendre d'assaut la république* », a-t-il affirmé.

Au cours de cette intervention, Donald Trump a également signé un décret punissant toute personne brûlant un drapeau américain. « *Si vous brûlez un drapeau, vous aurez un an de prison, sans libération anticipée* », a-t-il déclaré. Par ailleurs, tout détenteur de visa qui commettrait une infraction avec le drapeau se verra retirer son visa. Ces mesures contredisent un arrêt de la Cour suprême de 1989, qui avait reconnu cet acte comme protégé par la liberté d'expression.

Donald Trump a aussi indiqué vouloir rebaptiser le ministère de la Défense en « *ministère de la guerre* », reprenant une appellation en vigueur entre 1789 et 1949. « *Défense, c'est trop défensif, et nous voulons aussi être offensifs* », a-t-il affirmé, en suggérant qu'il pourrait procéder sans bénéficier de l'aval du Congrès.

J-C – On aura à l'esprit les crépins de géopoliticiens du genre de monsieur Meyssan, qui prétendaient que Trump mettrait fin aux guerres.

Cela dit, les guerres prennent toujours fin un jour, se disant que ce jour était proche, certains plus démagogues que les autres, mais pas forcément plus perspicace, en profitèrent pour décerner à Trump un prix de faiseur de paix à titre préventif, histoire de faire oublier qu'il était trempé jusqu'aux os dans plusieurs guerres, dont l'Ukraine et la Palestine occupée. C'est sordide en vérité.

---

## **Les anglo-saxons ont adopté le sionisme et le nazisme depuis très longtemps.**

### **Sommet historique en Alaska : la malédiction de l'« opération impensable » de Churchill est-elle levée ? - Réseau Voltaire 17 août 2025**

Extrait.

Pourquoi la rupture entre les États-Unis et la Russie, qui a failli déboucher sur une Troisième Guerre mondiale nucléaire avant le sommet de l'Alaska, s'est-elle produite ? La réponse inédite se trouve dans l'opération très peu connue — délibérément cachée par les médias occidentaux, que contrôlent le lobby israélien et sa Sainte Alliance avec la Grande-Bretagne — appelée « *Opération Impensable* » (Unthinkable Operation), parrainée par le Premier ministre britannique Winston Churchill.

L'opération Impensable avait été conçue par Churchill en 1945 et est restée secrète (méga-secret !) jusqu'en 1998. Elle peut aujourd'hui être exhumée dans les Archives nationales [3], et elle visait à imposer la volonté des États-Unis et de l'empire (sic) britannique à la Russie.

Jonathan Walker, membre de la Commission britannique pour l'histoire militaire et chercheur à l'université de Birmingham, a publié en 2013 un livre choc : *Opération Impensable. La troisième guerre mondiale : les plans britanniques pour attaquer l'empire soviétique en 1945* [4].

Ce qui est important, c'est que « Churchill proposait l'invasion de l'Union soviétique alors que la Seconde Guerre mondiale touchait à sa fin. Le plan consistait en une « *invasion alliée contre l'URSS le 1er juillet 1945 par des troupes états-uniennes, britanniques et polonaises, et même plusieurs brigades nazies vaincues – afin de revendiquer l'Europe de l'Est pour l'Occident* ».

Il est frappant de constater que Churchill ne se souciait guère de la généalogie des nazis vaincus, tout comme — 69 ans plus tard ! — les Premiers ministres britanniques successifs ne se sont pas inquiétés du fait qu'aujourd'hui, l'épine dorsale de l'armée ukrainienne soit constituée par les adorateurs d'Hitler, les néonazis du groupe Bandera [5], qui ont kidnappé le comédien khazar Zelensky, au bord de l'extinction.

Le livre de Jonathan Walker souligne que le plan « *Opération Impensable* », qui a de facto catalysé la Guerre froide, a en réalité été mis en œuvre 69 (sic) ans plus tard en Ukraine, par le coup d'État du Maïdan, avec une subvention de 5 milliards de dollars de la CIA. Pire encore : « *l'opération Impensable* » prévoyait le recours aux troupes nazies vaincues et même le largage d'une bombe atomique si nécessaire.

Les données tectoniques de Jonathan Walker ont été extraites du Centre d'archives Churchill, de l'Institut Sirkoski, du Musée impérial de la guerre et des Archives nationales. Il est encore plus frappant de constater que la date fatidique du 1er juillet 1945 avait dû être reportée sine die en raison du largage de la première bombe atomique états-unienne sur Hiroshima le 6 août 1945, soit 37 jours plus tard !

[3] « *Operation Unthinkable* », National Archives UK. Changing Direction : British Military Planning for Post-war Strategic Defence, Julian Lewis, Routledge (2008).

[4] *Operation Unthinkable : The Third World War : British Plans to Attack the Soviet Empire 1945*, Jonathan Walker, History Press (2013).

[5] « The roots of fascism in Ukraine : From Nazi collaboration to Maidan », Sam Shipman, Liberation School, January 4, 2018. « *Qui sont les nationalistes intégraux ukrainiens ?* », par Thierry Meyssan, Réseau Voltaire, 15 novembre 2022.

J-C – Cette fusion remonte à Cromwell en 1656...

---

## **Dictateur... mais mondial !**

### **Etats-Unis : Trump menace la Chine avec 200 % de droits de douane sur les terres rares - 20 Minutes/AFP 26 août 2025**

Donald Trump a haussé le ton face à la Chine, menaçant lundi d'imposer jusqu'à 200 % de droits de douane sur les produits chinois si Pékin ne facilitait pas l'exportation d'aimants en terres rares, un matériau crucial pour l'automobile, l'électronique et la défense. « *Ils doivent nous donner des aimants. S'ils ne nous en donnent pas alors nous leur imposerons des droits de douane autour de*

200 % », a déclaré Donald Trump depuis le Bureau ovale, aux côtés du président sud-coréen Lee Jae-myung.

Premier producteur mondial de terres rares, la Chine a instauré début avril un système de licences pour contrôler leurs exportations, une décision perçue à Washington comme un acte de représailles. Les deux pays s'étaient déjà livrés à une escalade tarifaire, atteignant 125 % côté américain et 145 % côté chinois, avant d'engager des pourparlers ayant permis un répit.

Pour sécuriser son approvisionnement, le Pentagone a pris une participation majoritaire dans MP Materials, seule société américaine exploitant des terres rares, tandis que Pékin a obtenu de son côté un assouplissement partiel sur les exportations américaines de semi-conducteurs de pointe.

---

### **Et dictateur insulaire !**

**Totalitarisme. Oppression. Etat policier. Privation de liberté à perpétuité.**

### **Pas de bière, pas de foot, pas de rock : le Royaume-Uni sévit avec ses nouvelles restrictions judiciaires - RT 26 août 2025**

Les juges britanniques pourront bientôt interdire pubs, concerts ou stades aux délinquants. Ces mesures s'ajoutent à des contrôles antidrogues renforcés et à une vaste réforme des prisons et de la probation.

Le gouvernement britannique vient de présenter une réforme qui élargit considérablement les pouvoirs des juges. Les délinquants pourront se voir interdire l'accès aux pubs, aux concerts et aux événements sportifs, mais aussi être soumis à des limitations de déplacement ou de conduite, voire à des interdictions de voyage.

Ces nouvelles sanctions s'appliqueront aussi aux sortants de prison suivis par le service de probation, qui devront désormais se soumettre à des dépistages obligatoires de drogues, y compris s'ils n'ont aucun antécédent de dépendance.

La ministre de la Justice, Shabana Mahmood, a justifié ces mesures par la volonté de « *rendre les rues britanniques plus sûres* » et de réduire la criminalité. Jusqu'ici, certaines interdictions – comme l'exclusion des stades – n'étaient possibles que pour des délits spécifiques. Le changement législatif les étend désormais à l'ensemble des infractions.

Parallèlement, Londres poursuit une réforme d'ampleur de son système carcéral. Plus de 2 400 nouvelles places ont été créées depuis l'été 2024, dans le cadre d'un programme de 7 milliards de livres visant à en ajouter 14 000. RT 26 août 2025

## Mes commentaires publiés par le blog Réseau International.

### Article : Déchirer le brouillard de guerre

(L'auteur est un écrivain monarchiste catholique extrémiste nommé Philippe Broquère, dit Broq, déguisé en progressiste il se fait passer pour un « éveillé », version Inquisition ou maccarthisme !)

– « *Le socialisme est à la base de toutes les dictatures.* »

– « *Il n'y a pas de neutralité possible désormais, soit l'on sert ce système, soit on le combat.* »

Au moins on sait dans quel camp il combat, celui des ennemis de notre émancipation et de la liberté. Telle est la finalité de tous ses articles, vous entraîner sur le terrain de la pire réaction tout en flattant votre égo... Pas de temps à perdre.

---

### Article : La sédition et la ténacité face à la déliquescence de l'empire américain, jusqu'où ?

- « *... l'importance et la pesanteur de l'histoire dans l'évolution économique et politique.*

- *... replacer les facteurs clés qui ont présidé à l'évolution des tendances antérieures.*

- *Le monde ne peut pas stagner et la dynamique de l'évolution est toujours en œuvre.*

- *La réalité d'aujourd'hui pullule de signes avant-coureurs et d'indicateurs clés qui renseignent sur l'effondrement et la dégénérescence de l'empire américain.* »

Voilà des éléments objectifs à prendre en compte pour analyser sérieusement la situation...

J'étendrai « *l'effondrement et la dégénérescence de l'empire américain* » au capitalisme mondial au stade de l'impérialisme, puisqu'il est incapable de satisfaire les besoins sociaux et les aspirations démocratiques d'aucun peuple de la planète, alors que les moyens existent...

Y mettre un terme devrait être notre objectif politique. Alors pourquoi nous n'y arrivons pas, si ce n'est parce que justement, nous ne sommes pas capables de fournir une interprétation correcte de la situation, à partir de laquelle nous élaborerions une stratégie (ou théorie) de combat qu'un grand nombre adopterait pour renverser le capitalisme. Chaque fois des intérêts individuels viennent perturber ce processus et prennent le dessus, de sorte qu'il échoue lamentablement.

Un tel consensus avait commencé à se dessiner à l'initiative de Marx et Engels autrefois, puis grâce à Lénine principalement, mais depuis près d'un siècle nous ne sommes jamais parvenus à recréer ces conditions favorables au développement du mouvement ouvrier, parce que le fil de leur héritage (et de leurs enseignements) a été rompu, ce que nous refusâmes d'admettre par modestie, lire pas absence de modestie. Plus les conditions ouvrières s'améliorèrent au cours du XXe siècle, plus le capitalisme fut idéalisé, au point de lui trouver des vertus, de sorte que chacun se crut investi du pouvoir de détenir la vérité et de l'imposer aux autres...

La lutte de classe du prolétariat perdit son caractère collectif, elle abandonna ses objectifs politiques, sa dynamique fut brisée, elle changea de nature. La vérité fut contestée, elle fut dissoute,

elle se disloqua, avec les réseaux dits sociaux, elle s'éparpilla, la démocratie avec, les nihilistes triomphèrent avec leur cortège de guerres. Il paraît que ce serait le prix à payer pour avoir toujours raison ou détenir la vérité. Une telle prétention ou un tel amour-propre constituent un obstacle à toute progression sur la voie de la vérité, qui n'est la propriété de personne puisque c'est un bien commun ou partagé, il y a urgence à en prendre conscience. Il y a du boulot !

---

**Article : 3ème Guerre mondiale ? – « Ce qu'on vous cache est bien plus dangereux que ce qu'on vous montre »**

- Encore un prophète de l'apocalypse !

Cela devrait ravir les idéologues de la stratégie de la peur ou de la terreur. Rien de tel pour affaiblir la volonté, briser la résistance à l'esclavage salarié, qui plus est en s'en remettant aux institutions internationales du capital, ceux qui ont à leur actif plus de 250 guerres depuis 1945...

---

**Article : L'IA est, était, dès le départ, une arnaque de l'industrie technologique. Récupérée par le Très Grand Capital qui a vu une bouée de sauvetage**

- Voilà qui confirme de manière magistrale le commentaire que j'avais publié hier à la suite de l'article « *L'IA, miroir de notre époque* », un miroir aux alouettes en somme. Merci monsieur Bertez pour toutes ces précisions.

---

**Article : Se préparer au chaos organisé par l'OMS**

« – *Il est nécessaire de s'informer sur l'existence de ces organisations parallèles qui permettent de vivre bien en dehors de ce système piégé par les criminels du Nouvel Ordre Mondial dont fait partie l'OMS.* »

Tout cela est fort bien dit, bien que déjà connu et rabâché mille fois, mais hélas la conclusion est un désastre !

Car, s'il existait des « *organisations parallèles qui permettent de vivre bien en dehors de ce système* », à quoi bon le combattre, à quoi vouloir le renverser, à quoi bon proposer une alternative politique, c'est un appel à la soumission, à la capitulation en fait.

En résumé : Croire qu'en rejoignant ces organisations ou en pratiquant une forme de « *chacun pour sa gueule* », les privilégiés et s'en tireront mieux que les autres qui n'auront qu'à crever, c'est se faire de graves illusions ou à quel prix !

Si l' « *éveil de la conscience* » ou la « *surconscience* » doit servir à réaliser un tel objectif individualiste, je préfère encore crever avec mon idéal humaniste collectif. A suivre

En aparté.

Ici, Modi a décidé de démanteler la communauté d'Auroville, située à 10 kilomètres de Pondichéry dans le sud de l'Inde.

Après 68, des Occidentaux friqués s'étaient lancés dans un projet de ville du bonheur dans le futur... En réalité, sous couvert d'une philosophie mystico-religieuse, une escroquerie intellectuelle, quelques centaines d'occidentaux allaient se construire à bon compte, grâce à la main d'oeuvre nombreuse et bon marché, un cadre de vie idyllique dont ils seraient les administrateurs et les seuls à profiter pleinement jusqu'à leur mort.

Cette utopie a pris fin, depuis que le gouvernement fédéral a repris entièrement le contrôle de la Fondation Auroville. Je suis bien informé parce que mon beau-fils en est un des chefs comptables. J'habite juste à côté, à 2 kms, dans un petit village du Tamil Nadu. J'y vais uniquement pour acheter du pain, des croissants et des pains au chocolat.

En 30 ans j'ai eu l'occasion de croiser de nombreux Français Aurovilliens, qui ne visaient que leur petit confort personnel en termes d'objectif spirituel, dont ils n'avaient rien à foutre, ce qu'ils ne laissaient jamais transparaître, trompant ainsi des milliers d'Occidentaux qui leur feront des dons en espèces ou en nature, en travaillant gratuitement le temps de leur séjour à Auroville. Il y a toujours des naïfs à escroquer, pour croire ce genre de trucs. C'est dégueulasse.

N'écoutez pas les charlatans qui vous promettent un épanouissement individuel ici-bas, dans un monde dominé par l'exploitation et l'oppression, la barbarie. Battez-vous (et organisez-vous) plutôt pour réunir les conditions collectives qui permettront d'y mettre un terme, alors seulement vous pourrez envisager de vous épanouir individuellement sans avoir de compte à rendre à personne, sans avoir à rougir pour avoir fait preuve d'indifférence envers ceux qui étaient plus mal lotis que vous. On peut tromper tout le monde, sauf soi-même...

---

### **Article : Défendre l'humanité**

- « – *L'Inde (...) a toujours défendu la cause du bien.* »

On s'étrangle en lisant cela, je parle au nom du milliard de pauvres que compte l'Inde, les 400 millions restants appartiennent à la classe moyenne qui bénéficient de conditions d'esclavagisme plus avantageux, mais qui sont tout aussi malheureux...

On ne s'imagine pas quel cauchemar cela peut être de travailler 6j/7 12mois/12 et d'être condamné à vivre dans la précarité absolue tout au long de son existence.

La quête de la vérité, cela ne veut rien dire, c'est démagogique, ridicule.

---

### **Article : L'IA, miroir de notre époque**

- J'ai l'impression que lorsqu'on aborde ce sujet, comme d'habitude on passe à côté de l'essentiel.

L'IA fait ce qu'elle veut.

C'est juste un instrument cognitif comme un autre, un dictionnaire ou une encyclopédie, somme toute limité et borné.

L'IA est une base de données reliées entre elles qui fait dans le prêt-à-porter, pour le sur-mesure, il faut aller voir ailleurs.

C'est une nature morte, inorganique, au sens de dépourvue de sensibilité, de vie.

Elle est dépourvue des sens qui permettent aux hommes d'avoir des rapports avec le monde extérieur, elle est incapable de traduire en pensées ses réactions sensorielles, donc de les communiquer et de les partager.

Je lui ai livré quelques lignes de politique, où j'avais introduit des expressions fortement chargés émotionnellement pour voir comment elle allait les rendre, et je n'ai pas été déçu, elle les a lissées ou effacées, elle a complètement défiguré mon texte !

Elle a également modifié la ponctuation qui rythme un texte, qui le fait changer pour les poètes ou ceux qui ont l'oreille musicale, elle a haché mon texte, là où le lecteur aurait dû se retrouver à bout de souffle et se poser des questions, il s'est endormi en chemin !

Elle n'aime pas non plus le mélange des genres, des niveaux de langue, elle supprime tout ce qui dépasse, elle est hyper conformiste.

A l'arrivée cela donne un texte épuré, dénaturé, aseptisé, déshumanisé, sans personnalité, sans intérêt en ce qui me concerne.

En réalité, contrairement à ce qui est écrit dans cet article et certains commentaires, l'IA est employée par une infime minorité de la population pour une infime minorité de tâches. Je parle à l'échelle mondiale.

Quant à penser à la place des hommes, on voit ici qu'ils n'ont pas attendu après elle pour se comporter de la sorte ! Ce texte n'a pas été amélioré avec l'IA.

---

### **Article : Le serment d'allégeance à Israël, cette abomination**

- Ne cherchez pas, ils sont comme cela.

Etre croyant de nos jours, c'est être un homme ou une femme arriérée, sous-développée. Il y a beaucoup de bac +10 parmi eux !

Ma compagne tamoule est une fervente hindoue pratiquante. En discutant avec elle, j'ai réussi à lui faire dire qu'elle n'était pas croyante, dans le sens où elle ne croit dans aucune divinité, elle croit qu'en ayant de bonnes pensées pour quelqu'un ou en priant pour lui, cela peut l'aider à résoudre ses problèmes ou retrouver la santé par exemple.

Donc inconsciemment, elle croit dans la puissance de sa pensée ou de ses bonnes dispositions et non dans celle d'un Dieu.

Je ne cherche pas à la dissuader d'abandonner sa religion. Je ne fais pas partie de tous ces lecteurs qui passent leur temps à juger et à condamner ceux qui ne partagent pas leurs idées.

---

### **Totalitarisme. Wokisme et cancel culture.**

#### **Au Japon, cachez cette statue de jeune fille dénudée que je ne saurais voir - Courrier International 23 août 2025**

J-C - Dans ce monde dirigé par de sordides psychopathes, le corps de la femme, de beauté, d'harmonie, d'épanouissement, de fertilité, de plaisir, il est devenu malsain, synonyme de culpabilisation, de voyeurisme, de libertinage, de perversité, de prostitution, bref, une abomination, à cause des hommes évidemment, qui sont appelés à s'en détourner au profit de fil en aiguille des hommes, de jeunes hommes, d'enfants.

En cassant le rapport entre pulsion sexuelle et besoin affectif qu'un homme et une femme pouvaient éprouver l'un pour l'autre, ils les ont ravalés au rang d'animaux sauvages parmi ceux dont les mœurs sont les moins règlementées ou les plus débridées. Ils en ont fait des objets de prostitution et de pornographique favorisant le développement de l'homosexualité et de la pornographie, le transgenrisme, les sentiments sont éphémères et aussi volatiles que le cours des actions cotées en Bourse. Il n'y aurait pas lieu d'en être choqué, si ce n'était pas bien triste, et de surcroît, difficile à vivre quand l'être aimée s'est laissé tenter par ce miroir aux alouettes.

Courrier International - Dans les années d'après-guerre, les autorités japonaises ont installé des statues de jeunes filles dénudées en bronze dans des lieux publics comme des parcs ou des bibliothèques. Ces femmes représentaient d'une certaine façon la liberté et la paix, valeurs jugées plus en conformité avec la société de l'époque. Or, ces dernières années, le nombre de mairies qui décident de les retirer se multiplie, rapporte la chaîne de télévision japonaise FNN.

Selon le quotidien, qui a dépêché son journaliste sur place, son avis ne fait pour autant pas l'unanimité : *“Le fait qu’elles ne portent pas de vêtements ne m’a jamais gênée”*, raconte une riveraine interrogée par le journal. Or cette inquiétude d'être en décalage avec le temps contemporain semble gagner de plus en plus de mairies au niveau national. Courrier International 23 août 2025

J-C - Ce sont les "élites" ou les élus qui relaient cette campagne mondiale non pas en faveur des droits des femmes, mais contre, pas les peuples.

Demain ils dénonceront quoi, le port de bas, de talons hauts, le maquillage, les jupes ou robes courtes, les corsages un peu trop ouvert ou échancré, les bras pas suffisamment couverts ? Je dis cela, alors que je ne pense pas que certains de ces comportements soient très avisés ou recommandables, mais je ne juge pas celles qui y recourent, c'est leur droit, leur liberté, et on doit les respecter. Le puritanisme, c'est la bonne conscience des tyrans.

## France.

### Lu.

$157+240+100+34 = 531$  milliards d'euros

Selon les calculs de l'IRES dans son rapport « Un capitalisme sous perfusion », publié en 2022, le montant des aides aux entreprises a plus que triplé entre 1999 et 2019, passant de 50 à 157 milliards d'euros, soit 30% des dépenses du projet de loi de finances 2021 – trois fois plus que le budget de l'Éducation nationale. S'y sont ajoutés les dispositifs d'urgence liées à la crise Covid, estimées par Bruno Le Maire à 240 milliards d'euros en août 2021, auxquels se sont plus ou moins additionnés le plan de relance (100 milliards d'euros) ou encore le plan France 2030 (34 milliards).

$74+20 = 94$  milliards d'euros

Il est un autre chiffre qui a augmenté au même rythme, sinon plus rapidement encore : les dividendes versés par les grands groupes à leurs actionnaires. Après avoir augmenté de 265% entre 2000 et 2019 pour atteindre 49,2 milliards d'euros, ils ont battu des records historiques ces dernières années, jusqu'à culminer à 74 milliards d'euros au titre de l'année 2023, à quoi s'ajoutent plus de 20 milliards d'euros en rachats d'actions.

En face, les effectifs des grandes entreprises en France fondent comme neige au soleil. Ils ont diminué de 12% pour les sociétés du CAC 40 entre 2000 et 2019. Et la situation ne va pas en s'améliorant. Michelin, Auchan, Valeo, Vencorex, Exxon... En 2024, 564 plans de sauvegarde de l'emploi (PSE) ont été validés et/ou homologués d'après les statistiques de la Dares, soit 41% de plus qu'en 2023. Près de 56 000 emplois directs sont concernés. De quoi pousser le Premier ministre Michel Barnier, en novembre dernier, à s'interroger sur « *ce qu'on a fait, dans ces groupes, de l'argent public qui leur a été donné* ».

---

### **Budget 2026 : Près de deux Français sur trois veulent une dissolution et de nouvelles législatives - 20minutes.fr**

D'après un sondage publié au lendemain de l'annonce d'un vote de confiance, les Français ne souhaitent pas garder François Bayrou à Matignon.

---

J-C – Ont-ils pris les devants par crainte d'une mobilisation massive le 10 septembre pour tenter de la désamorcer ? J'en doute, car si l'enjeu politique est trop important, rien en cas de censure n'empêcherait Macron de reconduire Bayrou Premier ministre et de former un nouveau gouvernement en reconduisant la plupart des ministres. Je suis absent de France depuis si longtemps (29 ans), que j'ignore l'état précis du pays et de l'état d'esprit des masses.

### **François Bayrou demande un vote de confiance, ces partis annoncent déjà la couleur - Le HuffPost 25 août 2025**

La fin du gouvernement de François Bayrou est-elle imminente ? Alors que le Premier ministre a annoncé ce lundi 25 août qu'il solliciterait un vote de confiance le 8 septembre prochain pour

trancher la « *question centrale* » de « *la maîtrise de nos finances* », les premières réactions des partis d'opposition lui sont particulièrement hostiles.

À gauche, les réactions sont pour l'instant relativement unanimes. « *Désormais, chacun est au pied du mur et doit prendre position clairement. Les parlementaires insoumis voteront le 8 septembre pour faire tomber le gouvernement* », a affirmé le coordinateur de LFI, Manuel Bompard, sur X. « *Bayrou accepte de se soumettre à la démocratie parlementaire, contrairement à Macron qui continue son coup de force en refusant de reconnaître le résultat des dernières élections* », a de son côté souligné le leader LFI Jean-Luc Mélenchon, affirmant qu'« *il n'y a pas de majorité pour lui* ».

François Bayrou sollicite un vote de confiance avant même le débat sur le budget

« *Comment accorder sa confiance à une majorité qui a un tel bilan, qui a fait tant de mal depuis 2017 ? Nous voulons une politique capable de répondre aux urgences sociales, climatiques. Nous voulons un pacte d'avenir pour la France. Nous voulons un autre gouvernement* », a réagi sur X Fabien Roussel, secrétaire général du PCF.

Même position du côté des Écologistes. « *François Bayrou pense pouvoir partir en héros incompris. Ce vote de confiance (qu'il n'a pas fait en arrivant) est de fait une démission. Les Écologistes n'ont pas confiance dans ce PM qui porte un projet irresponsable aussi bien socialement qu'environnementalement. Nous voterons contre* », a réagi Marine Tondelier sur X.

Après quelques heures, le Parti socialiste s'est également exprimé, par l'intermédiaire de son premier secrétaire, Olivier Faure, qui a qualifié la décision de François Bayrou « *d'auto-dissolution* ». « *Il est évidemment inimaginable que les socialistes votent la confiance au premier ministre. Comment peut-il croire un seul instant que des opposants à tout ce qui a été fait par ce gouvernement entreraient maintenant dans sa majorité ?* », poursuit-il. Laissant donc comprendre que les députés du PS voteront contre cette confiance.

Du côté du Rassemblement national, qui ne s'était jusqu'ici pas associé aux motions de censure déposées contre le Premier ministre, le ton est également donné : ils voteront contre la confiance.

« *Nous voterons évidemment contre la confiance au gouvernement de François Bayrou* », a écrit Marine Le Pen sur X, affirmant que « *François Bayrou n'a visiblement pas compris que les Français ont pleinement conscience de la crise économique et financière dans laquelle est plongé notre pays après huit années de macronisme* ». La cheffe de file du Rassemblement national réclame également une « *dissolution* », qui « *permettra désormais aux Français de choisir leur destin, celui du redressement avec le Rassemblement national* ».

« *François Bayrou vient d'annoncer la fin de son gouvernement, miné par son immobilisme satisfait. Jamais le RN ne votera la confiance à un gouvernement dont les choix font souffrir le peuple français. Nos compatriotes attendent une alternance et un retour aux urnes : nous y sommes prêts* », avait écrit plus tôt sur X Jordan Bardella, le président du RN. Son allié Éric Ciotti a également jugé « *inimaginable d'accorder la confiance* » au gouvernement Bayrou.

## **Grève générale illimitée avec occupation et manifestation nationale à Paris devant l'Assemblée nationale.**

J-C - L'intersyndicale jaune souhaite faire du 10 septembre une "journée d'action".

Cet appel fait penser à celui des Gilets Jaunes qui serait sorti de nulle part, mais est bien sorti de quelque part ! C'est à croire qu'on ne souhaiterait pas qu'on découvre son origine ou qu'on se penche sur cette question par crainte de ce qu'on pourrait découvrir qui ne correspondrait pas à la version qu'on nous avait donné, l'épouvantail de l'extrême droite ne suffisant pas à épuiser le sujet sert à se focaliser dessus pour masquer que ce n'est pas l'origine de ces opérations l'essentiel, mais la manière dont elles se déroulent dans une direction donnée, comment les masses réagissent ou s'en emparent, sachant que tous ceux qui ont appelé au 10 septembre sont farouchement contre un changement de régime.

---

### **« Tout bloquer » le 10 septembre : comme les partis politiques, les syndicats dans le flou face au mouvement - Le HuffPost 23 août 2025**

« *Il y aura forcément une journée d'actions* », assure la responsable, mais « *en intersyndicale, non ce n'est pas possible de décider de rejoindre le 10 septembre* ». D'autant que « *maintenant que Mélenchon a appelé à soutenir le mouvement, on ne va certainement pas se mettre derrière LFI* », pointe un responsable syndical sous couvert d'anonymat.

Sophie Binet, leader de la CGT, s'est montrée vendredi matin prudente sur cette initiative lancée hors des centrales syndicales et qui a pris de l'ampleur après la présentation par le Premier ministre, mi-juillet, de mesures d'économies drastiques.

Si « *les revendications sociales et la dénonciation* » du projet de budget rejoignent « *tout à fait notre analyse* », « *sur le reste, les choses sont très nébuleuses* », a jugé Sophie Binet sur France Inter.

Tout en saluant « *la multiplication des initiatives de mobilisation* », qui « *montre la volonté d'action et la grande colère sociale* », la CGT reste « *très vigilante sur les tentatives de noyautage et d'instrumentalisation de l'extrême droite, qui, à certains endroits, essaye de développer des discours anti syndicaux* » ou de la diriger contre « *les immigrés* ».

Mais sans attendre l'avis du bureau confédéral de la CGT, qui se réunira mardi et mercredi pour définir la position officielle du syndicat, plusieurs de ses instances départementales et fédérations, dont celles de la chimie et du commerce, ont déjà décidé de soutenir le mouvement.

Chez Force ouvrière, certains militants s'interrogent eux aussi : « *On nous demande ce qu'est cette journée du 10 septembre* », témoigne Patricia Drevon, secrétaire confédérale, auprès de l'AFP.

« *Il y a des mots d'ordre avec lesquels je suis d'accord, par exemple les revendications qui luttent contre l'austérité, ne veulent pas perdre les deux jours fériés, ou pour la sauvegarde des services publics ; d'autres sont absurdes, et d'autres encore tout simplement abjectes* », estime Patricia Drevon, évoquant des messages xénophobes. Le HuffPost 23 août 2025

## **En complément.**

### **10 septembre : et si les blocages gagnaient les lycées avec cet appel à la mobilisation ? - Le HuffPost 25 août 2025**

L'Union syndicale lycéenne (USL) a appelé ce lundi 25 août au « *blocage des établissements* » scolaires pour s'opposer au projet de budget du gouvernement de François Bayrou.

---

## **Palestine occupée.**

### **- Des frappes israéliennes font 33 morts à Gaza, après l'annonce de la famine - AP 23 août 2025**

Au moins 33 personnes, parmi lesquelles des Palestiniens réfugiés dans des tentes ou à la recherche d'aide alimentaire, ont été tuées samedi à Gaza par des frappes et des tirs israéliens, selon des hôpitaux locaux.

### **- Une frappe sur un hôpital de Gaza a fait 20 victimes, dont cinq journalistes - AP 25 août 2025**

### **- Gaza : Un ministre néerlandais démissionne, faute d'accord sur de nouvelles sanctions pour faire pression sur Israël - 20minutes.fr 22 août 2025**

### **- « Nous ne pouvons rester silencieux » : La lettre de 12 survivants de la Shoah pour dénoncer la famine à Gaza - Paris Match 23 août 2025**

Alors que l'ONU a déclaré l'état de famine à Gaza, 12 survivants de la Shoah viennent de signer une lettre demandant à Israël d'arrêter d'affamer la population.

---

### **- À Rock en Seine, Kneecap milite pour Gaza et contre le gouvernement israélien malgré la polémique - Le HuffPost 25 août 2025**

Le trio nord-irlandais a accusé Benjamin Netanyahu d'être un « *criminel de guerre* » et le gouvernement français d'être « *complice* » de la guerre à Gaza.

« *Free Palestine !* », projeté en immense sur la scène et un drapeau palestinien en toile de fond. Le trio nord-irlandais Kneecap, dont l'un des membres est poursuivi par la justice britannique pour soutien au Hezbollah, a donné ce dimanche 24 août un concert sous haute surveillance au festival Rock en Seine. Malgré les voix qui se sont élevées contre sa présence dont celles de Bruno Retailleau et du Crif, le groupe a de nouveau milité contre les frappes israéliennes à Gaza. Et a aussi fait passer un message au gouvernement français.

Ce concert d'une heure s'est tenu devant plusieurs milliers de personnes à Saint-Cloud, à l'ouest de Paris. Et Kneecap a, une nouvelle fois, fait de son show une tribune pour la cause palestinienne sur fond de guerre dans la bande de Gaza. Le HuffPost 25 août 2025

## **Australie: gigantesques manifestations de soutien aux Palestiniens de Gaza - RFI 24 août 2025**

Des rassemblements de soutien aux Palestiniens de Gaza se sont déroulés, ce 24 août, dans une quarantaine de villes à travers toute l'Australie. Le Palestine Action Group, à l'initiative de cette journée d'action, dit avoir recensé plusieurs centaines de milliers de manifestants et estime qu'il s'agit là du plus grand rassemblement de soutien à la Palestine dans l'histoire de l'Australie.

Contrairement à ce que réclament les manifestants, Canberra se refuse pour l'instant à sanctionner Israël. RFI 24 août 2025

---

## **Les pays islamiques veulent suspendre Israël de l'ONU – RT 25 août 2025**

Les États membres de l'Organisation de la coopération islamique (OCI) ont annoncé, dans une déclaration commune à l'issue de leur réunion du 25 août à Djeddah, qu'ils examineront le maintien d'Israël aux Nations unies, en raison de ses violations répétées des résolutions de l'organisation et des conditions d'adhésion. Ils coordonneront « *les efforts pour suspendre l'adhésion d'Israël aux Nations unies* ».

Les pays islamiques ont invité tous les États à prendre toutes les mesures légales et efficaces possibles pour empêcher Israël de « *poursuivre ses crimes contre le peuple palestinien, y compris en soutenant les efforts visant à mettre fin à son impunité et à le tenir responsable de ses violations* ». Ils ont appelé à imposer des sanctions à l'encontre d'Israël, ainsi qu'à cesser « *de fournir ou de transférer des armes, des munitions et du matériel militaire à son encontre, y compris du matériel à double usage* ».

Dans ce contexte, les membres de l'OCI tiennent Israël pour « *pleinement responsable de la poursuite de la guerre et du mépris délibéré des initiatives de cessez-le-feu* ».

---

## **Etats-Unis.**

### **NBC News : Trump estime que Kiev doit accepter l'accord proposé par Moscou - RT 23 août 2025**

Le président américain Donald Trump aurait signalé à l'Ukraine qu'elle devait accepter un accord, principalement selon les conditions de la Russie, a rapporté NBC News, citant un représentant anonyme de la Maison Blanche. La chaîne américaine renvoie à une publication du locataire de la Maison Blanche du 21 août sur Truth Social, qui indique : « *Il est très difficile, pour ne pas dire impossible, de gagner une guerre sans attaquer [...]. C'est comme une grande équipe sportive dont la défense est fantastique, mais qui n'a pas le droit de jouer en attaque. Il n'y a aucune chance de succès !* »

NBC News a également noté que Donald Trump travaillait toujours à l'organisation d'une réunion bilatérale avec les responsables russe et ukrainien. RT 23 août 2025

---

## **Ukraine.**

### **Ukraine : Kiev entend légaliser la russophobie avec un nouveau terme - RT 23 août 2025**

L'Ukraine franchit une nouvelle étape dans sa politique anti-russe : le Parlement ukrainien s'apprête à adopter une loi incluant le terme «*rachisme*», qui désigne prétendument l'idéologie russe. Ce projet prévoit aussi une nouvelle désignation du conflit – «*Guerre pour l'indépendance*» –, renforçant ainsi encore davantage la russophobie dans le pays.

La Verkhovna Rada (le Parlement ukrainien) a l'intention d'adopter un projet de loi qui inclura le terme inventé «*rachisme*», une désignation russophobe de l'idéologie de la Russie. La vice-présidente de la commission des Affaires humanitaires et de l'Information de l'Ukraine, Evguénia Kravtchouk, a déclaré que ce terme serait introduit au niveau législatif.

En outre, la Verkhovna Rada prévoit également d'inclure dans le nouveau projet de loi le terme «*Guerre pour l'indépendance*» pour désigner le conflit entre la Russie et l'Ukraine. Evguénia Kravtchouk a précisé que la loi viserait à «*commémorer la guerre*».

La russophobie, propagée de toutes les manières possibles par les autorités ukrainiennes depuis plus d'une décennie déjà, est en fait l'un des principaux axes de la politique intérieure du régime de Kiev. Cela est confirmé par les déclarations d'un député ukrainien, Nikolay Kniajitsky, qui a constaté à la Verkhovna Rada : «*La langue et la foi ukrainiennes doivent être protégées et tous les vestiges du "monde russe" doivent être éradiqués. Nous devons promouvoir fermement les valeurs ukrainiennes et notre histoire à l'échelle mondiale. Parce que ce sont les électeurs américains qui empêchent désormais grandement l'administration américaine de soutenir la Russie.*»

Les autorités russes ont à maintes reprises dénoncé la discrimination à l'égard de tout ce qui est russe en Ukraine. Après 2015, plus de 900 localités ukrainiennes dont les noms étaient liés à la Russie et à l'URSS ont été rebaptisées, et plus de 2 000 monuments soviétiques ont été démantelés. Ce travail s'est intensifié après le début de l'opération militaire en 2022. En avril 2023, Volodymyr Zelensky a signé une loi interdisant de donner à des entités géographiques des noms liés à la Russie.

La langue russe fait également l'objet d'une discrimination sévère en Ukraine. Les autorités ukrainiennes ont totalement interdit les œuvres d'art, les livres, les films, les spectacles et les chansons en russe, interdisent l'enseignement du russe dans les écoles et les universités, et exigent que les élèves ne communiquent qu'en ukrainien à l'école. En juin dernier, la chaîne de librairies «*Sens*» a proposé à ses clients de recevoir gratuitement un exemplaire de la Constitution ukrainienne dans lequel le passage relatif à la protection de la langue russe a été raturé.

En novembre 2024, le groupe sociologique ukrainien Rating a mené une enquête auprès de la population, selon laquelle près de 40 % des Ukrainiens utilisent à des degrés divers la langue russe à la maison. Par ailleurs, parmi les habitants des régions du sud et de l'est du pays, plus de la moitié parlent à la fois russe et ukrainien. RT 23 août 2025

---

## **Le "fou" des rois de la finance... et de la guerre.**

### **Vers un compromis en Ukraine ? Des projets énergétiques évoqués entre Moscou et Washington, selon Reuters - RT 26 août 2025**

Des responsables russes et américains ont discuté ce mois-ci de plusieurs accords énergétiques en marge de négociations visant à mettre fin au conflit en Ukraine, selon cinq sources proches des pourparlers, citées par Reuters.

D'après l'agence de presse britannique, ces propositions étaient conçues comme des incitations destinées à « *pousser le Kremlin* » à accepter un accord et à convaincre Washington d'assouplir certaines sanctions.

Les discussions auraient porté sur la possibilité pour ExxonMobil de réintégrer le projet pétrolier et gazier Sakhaline-1, ainsi que sur l'éventuel achat par Moscou de matériel américain destiné à ses projets de gaz naturel liquéfié, en particulier Arctic LNG 2. Une autre idée évoquée concernait l'achat par les États-Unis de brise-glaces à propulsion nucléaire construits en Russie.

Toujours selon Reuters, ces échanges ont eu lieu lors du déplacement à Moscou de l'émissaire américain Steve Witkoff, qui a rencontré le président russe Vladimir Poutine et Kirill Dmitriev, directeur du Fonds russe d'investissement direct. Le sujet aurait aussi été abordé à la Maison Blanche avec Donald Trump, puis brièvement évoqué lors du sommet d'Alaska le 15 août. Une source a précisé à Reuters que l'objectif de Washington, après ce sommet, était de présenter un grand accord d'investissement, car Donald Trump jugeait que c'était ainsi qu'il pourrait afficher un succès tangible.

J-C - Qui est au commande, quel est le sens de cette guerre, on a la réponse ici. Au passage, je vous ferais remarquer que j'avais évoqué comme probable le scénario décrit ici, d'un côté des concessions territoriales, de l'autre des garanties de développements économiques futurs très importants.

---

### **Envoi de troupes en Ukraine : «*Vas-y toi-même*», lance Salvini à Macron, l'ambassadeur italien convoqué au Quai d'Orsay - RT 23 août 2025**

Nouvelle prise de bec diplomatique franco-italienne, après une sortie du numéro deux du gouvernement italien, Matteo Salvini. « *Des soldats italiens en Ukraine ? Absolument pas. Si Emmanuel Macron le veut, qu'il y aille lui-même. Mets un casque, prends un fusil et vas-y toi-même en Ukraine* », a-t-il lancé lors d'une prise de parole le 20 août à Milan. Dès le lendemain, l'ambassadeur italien à Paris Emanuela D'Alessandro était au Quai d'Orsay, où elle avait été convoquée, ont rapporté plusieurs médias publics français.

Selon le quotidien italien *La Repubblica*, cette convocation de l'ambassadeur ferait suite à l'absence de réponse du Palais Chigi – siège de la présidence du Conseil des ministres – ainsi que du ministère italien des Affaires étrangères, que le conseiller diplomatique d'Emmanuel Macron et l'ambassadeur français auraient appelé à désavouer la Ligue du Nord, que dirige Matteo Salvini.

Ce n'est pas la première fois que Matteo Salvini critique Emmanuel Macron sur le dossier ukrainien. « *Zelensky demande la paix, Trump œuvre pour la paix, Poutine veut la paix* » tandis qu'« *à Bruxelles et Paris, il y a un fou* », avait lancé début mars le vice-président du Conseil des ministres, également à l'occasion d'un déplacement à Milan. RT 23 août 2025

## **La «coalition des volontaires» s'égare dans ses désirs - RT 23 août 2025**

Mikhaïl Rostovsky, chroniqueur du journal russe Moskovsky Komsomolets, analyse les désaccords entre les alliés européens au sujet d'un éventuel envoi de troupes en Ukraine : Varsovie le rejette catégoriquement, Berlin hésite, Paris insiste. Ce buzz médiatique sert à saboter par tous les moyens le processus de paix en Ukraine.

À quoi sert donc tout ce buzz médiatique mondial qu'on observe à l'heure actuelle ? Dmitri Novikov, professeur adjoint à l'École des hautes études en sciences économiques et chercheur principal à l'Institut de Chine et d'Asie contemporaine de l'Académie russe des sciences, propose l'hypothèse suivante sur sa chaîne Telegram : « *Tout ce bavardage européen sur les troupes occidentales en Ukraine n'a pas pour but de les déployer en Ukraine... Ces discussions visent à retarder la fin de l'Ukraine autant que possible. Elles visent à freiner le processus de négociations, à ne pas accepter les conditions de Poutine, à ne pas en assumer la responsabilité et à éviter de prendre des décisions... Plus précisément, la racaille européenne fait ce type de déclarations pour que Poutine réponde « non ». Ainsi, ils pourront de nouveau hurler en public à propos de l'agresseur et de son vrai visage, et soupirer avec soulagement.* »

Même si c'est un peu émotionnel, c'est à mon avis très juste. Les Européens continuent de jouer le rôle de spoiler – une force qui sabote par tous les moyens le processus de paix en Ukraine. Et ils le font de pair avec Volodymyr Zelensky, un homme politique pour qui la paix en Ukraine signifie la fin de sa carrière politique, voire pire. La logique des Européens est claire : plus la Russie s'occupe de l'Ukraine, plus elle y dépensera de ressources et moins elle en aura à sa disposition. La logique de Zelensky est également claire : il est bien plus agréable d'être le visage du régime de Kiev que de se retrouver à la retraite avec une réputation douteuse. Mais quelle logique sera « *plus logique* » à long terme ?

Il y a une raison pour laquelle la Russie est très impliquée dans le processus de paix, tout en le considérant avec beaucoup de calme et sans attentes excessives. Si un accord est conclu, Moscou sera satisfait. Si ce n'est pas le cas, cela lui conviendra aussi. Un accord sera malgré tout conclu dans l'avenir mais à des conditions encore moins favorables pour les Européens que celles proposées aujourd'hui par la Russie. RT 23 août 2025

---

## **Russie.**

### **Garanties de sécurité pour l'Ukraine : une illusion atlantiste qui portera atteinte à la sécurité de la Russie – RT 24 août 2025**

Le processus politico-diplomatique des «*garanties de sécurité pour l'Ukraine*» touche à sa fin. Pour Karine Bechet-Golovko, l'idée même de ces garanties va à l'encontre de l'intérêt de la Russie, qui devrait sortir du paradigme imposé par les atlantistes, si elle veut mettre un terme à cette guerre cyclique d'épuisement réciproque.

Les spéculations les plus folles circulent autour de la question des garanties de sécurité pour l'Ukraine. Personne n'en connaît le contenu réel, qui devrait bientôt être fixé de part et d'autre, mais chacun sent une possibilité : de remporter une victoire diplomatique décisive nullifiant les difficultés militaires pour les atlantistes ; de tenter de faire reconnaître ce qui a déjà été acquis, certes au prix douloureux du reniement de tout le reste, pour la Russie.

Ainsi, les positions des deux parties au conflit, les atlantistes et la Russie, se présentent sur le fond et dans la forme de manière radicalement différente.

Les globalistes laissent sous-entendre qu'il faudrait faire des concessions territoriales, que ce « *grand pays souverain* » qu'est l'Ukraine n'entrerait pas dans l'OTAN... mais qu'un équivalent de l'art.5 du Traité de l'OTAN lui serait garanti par les pays de l'Axe atlantiste et qu'une armée puissante est, selon Rubio, la meilleure de ces garanties.

Ils présentent une position très compacte, avec des rôles parfaitement répartis. Les globalistes européens jouent la tête de pont, énoncent le programme maximal, auquel doit réagir la Russie. Ce qui permet de mieux comprendre quelles sont les véritables lignes rouges russes et celles, qui peuvent allègrement être dépassées ou marchandées.

Les globalistes américains reprennent l'adage russe du bon tsar et des méchants boyards. Trump serait le gentil, qui veut la « *paix* », mais il y a le méchant état profond, avec lequel, Ô grand jamais promis juré craché la main sur le cœur (d'ailleurs il aime bien Poutine), il n'a de lien. Ce qui permet à ses faucons bien disciplinés, comme Rubio et Witkoff, de mettre en place une ligne dure. La seule ligne qui existe en période de guerre, à savoir celle de la capitulation de l'ennemi. En l'occurrence la Russie.

De son côté, la Russie diffuse des éléments de langage parfois assez contradictoires et dont le cadre référentiel reste encore en grande partie sous influence atlantiste. Si la déglobalisation est en cours, à la quatrième année de guerre, elle n'est pas encore acquise.

Pour une raison surprenante, et comme nous le soulevons régulièrement, la Russie accepte de placer sa ligne politico-diplomatique dans le paradigme imposé par les atlantistes.

Ainsi, s'il est évident que le territoire est important, les autorités russes ne cessent de répéter n'avoir aucune vision territoriale en Ukraine et avancer en quelque sorte... presque contre leur gré, sous l'influence de l'action des atlantistes. Je cite Lavrov : « *Nous n'avons jamais prétendu qu'on avait besoin juste de nous emparer de territoires. Nous n'avons jamais pris pour cible, en tant que territoires, ni la Crimée, ni le Donbass, ni la Nouvelle Russie. Nous aspirions à protéger les gens, les Russes qui habitaient depuis des siècles ces terres ; qui les ont découvertes et qui ont versé leur sang pour elles en Crimée et dans le Donbass ; qui ont créé des villes : Odessa, Nikolaïev et bien d'autres, ainsi que des ports, des usines et des fabriques.* » Ce n'est pas ce genre de déclaration, qui va soulever l'enthousiasme populaire. Mais si cet enthousiasme n'est pas nécessaire ou doit rester contenu, pour une raison ou pour une autre, alors ces déclarations ont toute leur place.

Une terre russe dans un État étranger, l'Ukraine

Il en ressort qu'il s'agit bien d'une terre russe, comme l'avait rappelé le président Poutine devant Loukachenko, mais une terre qui serait légalement et légitimement donc à un État étranger, l'Ukraine, comme découlant de la défaite stratégique de 1991. Une défaite qu'il est encore mentalement difficile à ces élites, qui en sont majoritairement issues, de remettre en cause. Ce qui conduit la politique russe dans une situation de pat : sans pouvoir concevoir la victoire (et s'en donner les moyens), elle ne peut – heureusement – accepter la défaite.

Nous voyons ainsi émerger un discours politico-médiatique, qui bien loin d'être monolithique, comme il le devrait en période de guerre, est hésitant et contradictoire. Ainsi en est-il de la question fondamentale du contrôle du reste du territoire ukrainien en cas de cessez-le-feu. Avant de se reprendre et de refuser catégoriquement la présence de tout contingent militaire étranger, la Russie

envisageait initialement la possibilité d'une présence militaire à égalité avec la participation de la France, la Grande-Bretagne, la Chine, l'Inde.

Tout cela donne l'image d'un pays hésitant, manquant de vision stratégique, divisé à l'intérieur de ses élites sur la suite à donner. Ce qui va largement dans l'intérêt des atlantistes, utilisant les « *pacifistes* », c'est-à-dire les partisans de la « Pax Americana », pour faire pression et construire le Vaux d'Or de la collaboration win-win russo-américaine. À quoi bon le Monde russe, à quoi bon la Russie historique, il n'est plus, elle est tombée en 1991, rien ne sert de la relever, elle peut entrer dans les livres d'histoire... avant d'en être sortie et de disparaître définitivement des esprits, ce qui permettra une « paix globale » pour un Monde global, où chaque identité, histoire, civilisation aura enfin disparu.

L'idée même de « *garanties de sécurité* » pour « *l'Ukraine* » est un élément de la politique atlantiste, un non-sens si l'on sort de ce paradigme pour revenir dans celui d'un combat existentiel entre les atlantistes et la Russie.

Comme le dit très justement Sergueï Panteleev : « *Car les « garanties de sécurité pour l'Ukraine » sont des garanties de sécurité pour un régime russophobe, dont l'existence n'a de sens que dans le but de porter atteinte à la sécurité de la Russie.* »

Nous sommes ainsi passés de la discussion en 2021 des éléments de la sécurité de la Russie, avec la rencontre Biden-Poutine qui n'a évidemment abouti à rien, à la garantie de la sécurité de « *l'Ukraine* »... contre la Russie... par les atlantistes. À rester dans le paradigme de l'ennemi, le curseur de la normalité se déplace à son avantage.

Pour comprendre le danger – et au minimum l'impasse – de ce processus de « *garanties* », il faut revenir sur deux éléments : la nature de l'Ukraine et le type de conflit, qui est en cours.

Vouloir octroyer des « *garanties* » à l'Ukraine signifie reconnaître ce pays comme un État et cela indépendamment de la personnalité formellement à la présidence, aujourd'hui Zelensky demain quelqu'un d'autre.

Quelles que soient in fine ces garanties, si la Russie les accepte, elle « *crée* » un État ukrainien, dans le sens juridique du terme, qui sera politiquement totalement contrôlé de l'extérieur et dont l'action sera dirigée contre elle. Puisqu'elle ne contrôlera pas politiquement le territoire, qui restera sous la coupe des atlantistes.

De plus, la Russie reconnaîtra ainsi définitivement la défaite de 1991 comme insurmontable, ce qui ne pourra manquer d'avoir des conséquences géopolitiques sérieuses.

Un conflit long, d'usure, cyclique, comme la Guerre de Cent ans

En ce qui concerne ce conflit, nous ne sommes pas, comme nous le répétons souvent, dans le cadre d'une Troisième Guerre mondiale potentielle ou en cours. C'est un conflit de type plus ancien, qui rappelle la Guerre de Cent ans ou la Guerre de Trente ans. Des conflits longs, d'usure, cycliques. Comme l'explique à juste titre Andreï Ilnitsky dans son article « *Les technologies innovatrices de la guerre mentale* » : « *La guerre devient une « nouvelle normalité » et l'état du monde : elle est permanente, multicomposante, répartie et en réseau. (...) Elle n'a pas de début, mais elle connaît des phases d'escalade. Elle n'a pas de fin, mais elle connaît des trêves temporaires. Il s'agit d'une guerre, qui consiste à identifier, cibler et exploiter systématiquement les vulnérabilités de l'ennemi jusqu'à son épuisement complet. (...) L'Occident mène cette guerre comme un conflit global et total*

*pour l'hégémonie mondiale. (...) Il s'agit d'une guerre d'usure pour le reste du monde (non occidental), qui doit tomber « aux pieds de l'hégémon ». D'un point de vue historique, cela rappelle la guerre de Trente Ans du XVIe siècle en Europe. ». RT 24 août 2025*

---

## **Burkina Faso.**

### **Des ONG burkinabè voient une volonté de contrôler les populations africaines derrière « Target Malaria » - french.presstv.ir 24 August 2025**

Les autorités burkinabè ont décidé de mettre un terme aux activités du projet Target Malaria, un programme financé par la Fondation Gates et consacré à la lutte contre le paludisme à travers l'utilisation de moustiques génétiquement modifiés.

Des ONG locales l'ont dénoncé comme risqué, y voyant une volonté de contrôler les populations africaines. Le Burkina Faso a décidé de suspendre un programme de recherche financé par la Fondation Gates et destiné à lutter contre le paludisme, l'une des principales causes de mortalité en Afrique, rapporte RT citant Bloomberg. Cette décision intervient après de vives critiques émanant d'activistes hostiles à l'influence occidentale.

Le projet, baptisé Target Malaria, visait à développer une espèce de moustiques incapable de transmettre la maladie. Cette semaine, les autorités burkinabè ont ordonné l'arrêt immédiat de ces activités, a déclaré le secrétaire général du ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation, Samuel Paré.

Il a également indiqué que tous les échantillons seraient détruits conformément à un protocole strict. Les premières expérimentations remontent à 2019, lorsque des moustiques mâles génétiquement modifiés ont été relâchés dans le village de Bana, situé à l'ouest du pays et comptant environ un millier d'habitants.

Depuis, d'autres libérations ont eu lieu sur différents sites, le dernier lâcher ayant été réalisé quelques jours seulement avant la suspension du programme. D'après l'Organisation mondiale de la santé, 95 % des décès liés au paludisme surviennent sur le continent africain. Plusieurs organisations de la société civile au Burkina Faso se sont élevées contre ce projet.

Elles l'ont qualifié de risqué, opaque et potentiellement dangereux, alertant sur des conséquences imprévisibles et irréversibles pour la santé humaine et les écosystèmes. Certains sont même allés plus loin, présentant l'initiative comme un usage irresponsable de la recherche scientifique, destinée selon eux à « exercer un contrôle sur les populations africaines ».

---

## **Inde.**

### **L'Inde rejette les critiques occidentales sur l'achat de pétrole russe - RT 24 août 202**

L'Europe et les États-Unis achètent du pétrole à l'Inde, malgré les accusations visant New Delhi d'acquiescer au brut russe et de financer le conflit en Ukraine, a déclaré le ministre indien des Affaires

étrangères Subrahmanyam Jaishankar, appelant les Occidentaux à ne pas acheter de pétrole « *si cela ne leur plaît pas* ».

« *Si vous avez des problèmes avec l'achat de pétrole ou de produits pétroliers en provenance d'Inde, ne les achetez pas. Personne ne vous oblige à les acheter* », a-t-il indiqué lors de la conférence « *The Economic Times World Leaders Forum* », retransmise par l'agence Asian News International (ANI).

Peter Navarro, conseiller économique du président américain, avait déclaré que l'Inde n'avait pas besoin du pétrole russe et qu'elle cherchait surtout à tirer profit du raffinage pour en retirer des gains financiers. Il a exhorté l'Inde à « *se comporter de manière appropriée* » si elle souhaitait coopérer avec les États-Unis sur les questions stratégiques.

L'homme politique américain avait déjà reproché à New Delhi de « *refuser de reconnaître son rôle* » dans le financement du conflit en Ukraine. En réponse à ces accusations, le chef de la diplomatie indienne a réagi avec ironie : « *Écoutez, c'est drôle. Les personnes qui travaillent pour l'administration américaine pro-business accusent les autres de faire des affaires.* »

Subrahmanyam Jaishankar a également fait remarquer que le plus grand acheteur de pétrole russe restait la Chine, tandis que l'Union européenne demeurait le principal importateur de gaz naturel liquéfié. Il a aussi rappelé que les États-Unis avaient eux-mêmes, ces dernières années, encouragé l'Inde à contribuer à la stabilisation des marchés mondiaux de l'énergie, y compris par l'achat de pétrole russe, et a jugé les propos de Washington dépourvus de logique.